

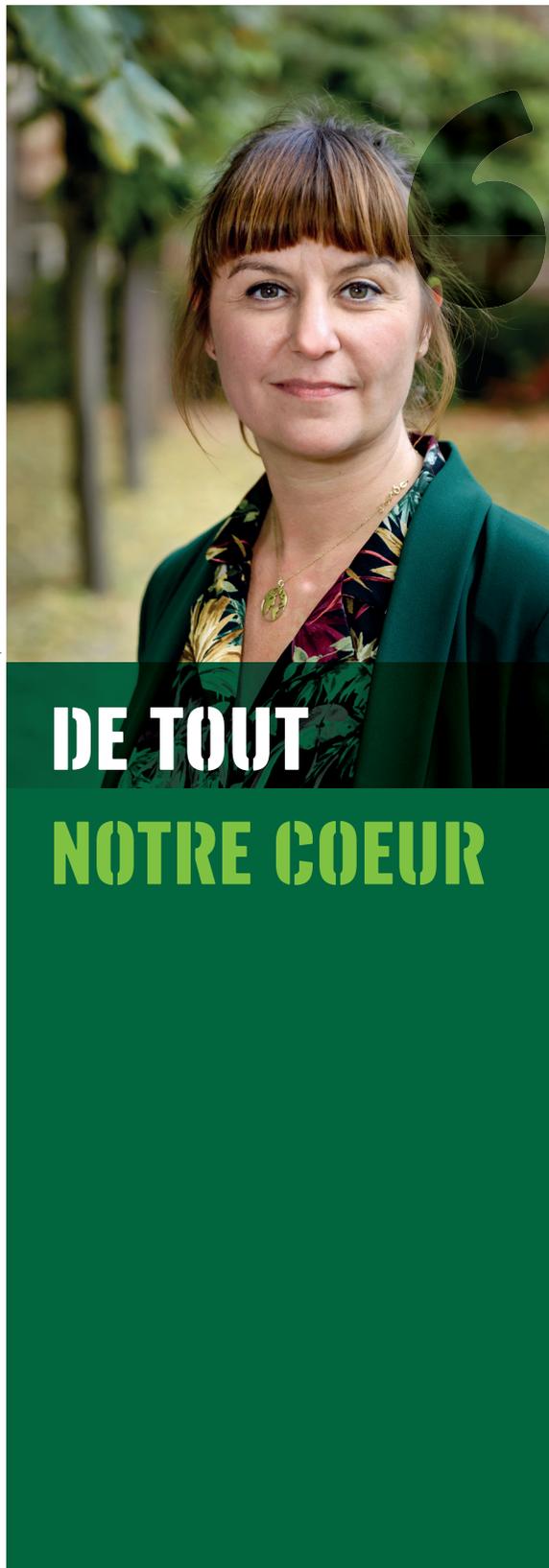
# NOTRE **IMPACT** EN 2023

**GREENPEACE**

## Table des matières

<b>CLIMAT</b>	<b>4</b>
<b>ÉNERGIE</b>	<b>6</b>
<b>NATURE</b>	<b>8</b>
<b>OCÉANS</b>	<b>10</b>
<b>ALIMENTATION</b>	<b>12</b>
<b>JUSTICE SOCIALE</b>	<b>14</b>
<b>INFO-CONTACT</b>	<b>16</b>

© Eric de Miltot / Greenpeace



DE TOUT

NOTRE COEUR

## Vous tenez entre vos mains notre rapport d'impact. C'est un bilan de nos réalisations en 2023 et des résultats de nos principales campagnes.

L'année dernière a été marquée par des événements qui nous ont profondément bouleversés chez Greenpeace : la crise climatique, la guerre à Gaza, la guerre en Ukraine, ...

Mais ensemble, nous avons aussi remporté de belles victoires. La notion d'**écocide** figure ainsi désormais dans notre code pénal. Une personne qui cause de graves dommages à la nature en Belgique risque désormais jusqu'à 20 ans de prison. Certes, le champ d'application de cette loi est limité, et il reste du chemin à parcourir. Mais les mentalités changent réellement et cela compte.

Une victoire importante a également été obtenue dans l'**Affaire Climat**. La Cour d'appel a estimé que nos gouvernements devaient réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030. Une occasion pour la politique climatique belge d'enfin prendre la bonne direction.

En 2023, bien que fortement amoindrie, une **loi européenne pour la restauration de la nature** a été votée. Le monde s'est également doté **d'un traité sur les océans**, une étape historique et importante vers une meilleure protection de la vie marine. Dans notre pays, nous avons réussi, avec des citoyen·nes, à contraindre l'entreprise américaine 3M à nettoyer les sols qu'elle a contaminés avec ses PFAS (polluants éternels). Autant de victoires acquises grâce à votre aide.

Malheureusement, ces batailles se heurtent à **une répression de plus en**

**plus sévère**. Point d'orgue de cette tendance : la condamnation, en avril dernier, de 14 personnes suite à l'occupation non-violente du terminal gazier de Fluxys à Zeebrugge. Les vrais criminels ne sont pourtant pas ces activistes non-violents, mais bien des entreprises comme Fluxys qui persistent à nier le consensus scientifique sur les causes de la crise climatique et continuent d'investir dans les énergies fossiles.

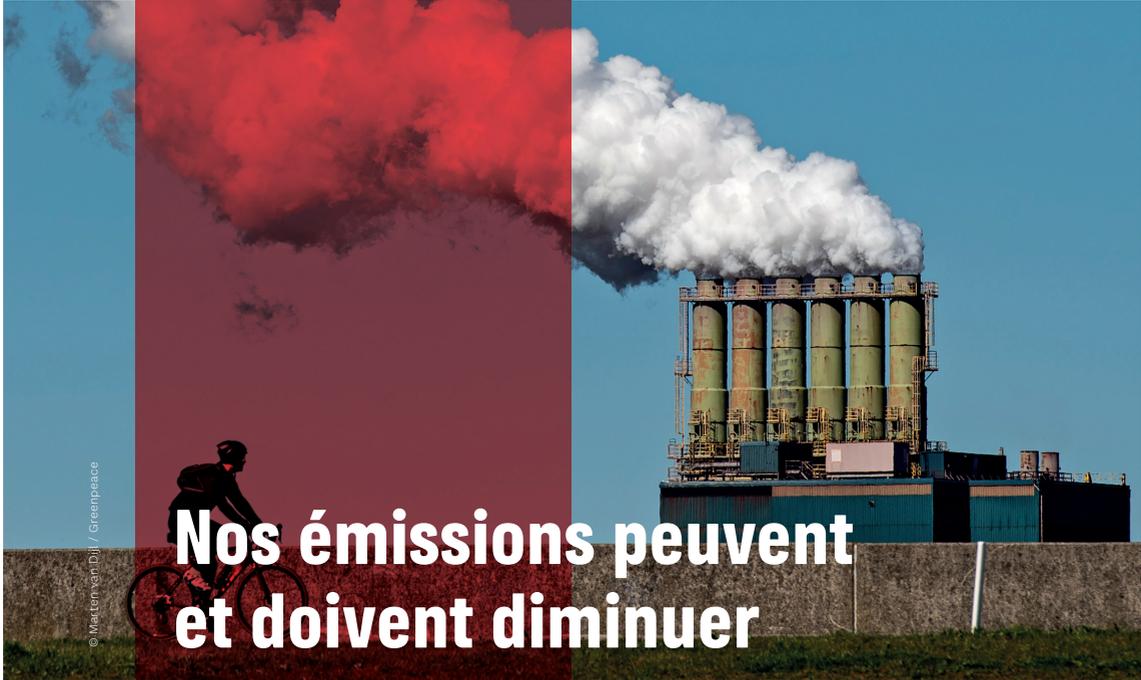
Autre victoire, l'abandon du projet de loi de Vincent Van Quickenborne, alors ministre de la justice. Cette loi, destinée à lutter contre les casseurs lors des manifestations, constituait en réalité une menace directe pour notre droit de protester.

Depuis longtemps, Greenpeace a décidé d'élargir son champ d'action et de ne pas se pencher uniquement sur les problèmes environnementaux. Nous essayons de prendre du recul et d'examiner **le contexte des nombreuses crises actuelles**. Cela nous amène à trois axes majeurs de réflexion. Premièrement : le système dans son entièreté doit changer. Ensuite, ce changement nécessite une prise de conscience sociale très large. Enfin, les limites de la planète et le bien-être de ses habitant·es sont autant de lignes rouges à ne pas franchir.

Merci d'être à nos côtés sur ce chemin.

**Valerie Del Re**  
Directrice de Greenpeace Belgique

# CLIMAT



## Nos émissions peuvent et doivent diminuer

**L'année 2023** a été la plus chaude jamais enregistrée sur terre. La limite de réchauffement de 1,5 °C a été franchie pendant quasiment la moitié de l'année.

En début d'année, le groupe des expert-es du GIEC a publié son 'rapport de synthèse'. Le message des scientifiques était clair : *«Les risques et les menaces sont énormes, mais nous pouvons et nous devons réduire de moitié les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2030»*. Les pays riches comme la Belgique, en tant qu'émetteurs historiques, ont une énorme responsabilité dans ces efforts à fournir. Pour Greenpeace, c'est à nos responsables politiques de faire de cette lutte contre la crise climatique une histoire positive et fédératrice, et d'investir dans des solutions qui permettent une transition juste pour l'ensemble de la société.

## Nous ne voulons plus de jets privés

Pour sa troisième action, le mouvement citoyen «Code Rouge», soutenu par Greenpeace, a encore fait beaucoup de bruit. En décembre, 1500 personnes ont marché jusqu'à l'aéroport d'Anvers et de Liège, pour dénoncer l'impact dramatique du développement du secteur aérien.

A Anvers, l'une des personnes impliquées dans l'action, qui est médecin et trentenaire, expliquait au journal De Standaard pourquoi elle se mobilisait : *«Dans mon travail, j'ai vu beaucoup d'enfants tomber malades à cause de la pollution de l'air. J'ai aussi vu beaucoup d'enfants se battre pour respirer, et j'en ai même vu mourir. En tant qu'être humain, cela vous marque. Or, le secteur de l'aviation peut continuer à se développer sans entrave à Anvers. Une aviation qui ne sert d'ailleurs qu'aux personnes les plus riches. L'aéroport est situé dans une zone densément peuplée, où de nombreuses personnes souffrent déjà de ses effets sur leur santé».*

Les activistes de Code Rouge ont réussi à bloquer le trafic aérien à Anvers, et ont également mis à l'arrêt le géant chinois de l'e-commerce Alibaba à l'aéroport de Liège. Cette action de désobéissance civile s'est malheureusement heurtée à des violences policières et de nombreuses arrestations préventives. Cette répression constitue une menace directe pour notre droit de manifester et notre démocratie.



© Marie Jacquemin / Greenpeace

Cet appel du GIEC a également été porté par 25 000 personnes descendues dans les rues de Bruxelles lors de la marche climat qui s'est tenue juste avant la **COP 28 à Dubaï**. Membre de la Coalition Climat en Belgique, Greenpeace n'a pas ménagé ses efforts pour organiser cette mobilisation. La COP n'a malheureusement pas répondu à nos attentes. Elle n'a pas débouché sur l'accord historique dont le monde a besoin. Même si un signal clair pour la sortie des énergies fossiles y a été entendu pour la première fois, *«le texte final comporte de nombreuses lacunes et faiblesses»*, commentait l'équipe de Greenpeace International présente lors du sommet.

L'année 2023 a été marquée par une victoire dans le cadre de l'**Affaire Climat**. La justice a obligé nos autorités à diminuer plus rapidement les émissions de gaz à effet de serre. L'Etat belge, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région flamande se sont ainsi vus contraints de diminuer leurs émissions de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990 (la Région wallonne n'est pas concernée par le jugement). Cette décision judiciaire va-t-elle enfin nous faire changer de politique climatique ?



© Jo Vervoort

# ÉNERGIE



© Jim Driwen / Greenpeace

## Quand allons-nous enfin sortir du gaz ?

**Les grandes compagnies pétrolières et gazières continuent à se moquer de nous. Un rapport de Greenpeace paru l'année dernière à démontré le greenwashing massif auquel elles ont recours pour masquer que 0,3 % seulement de leur production totale provient des énergies renouvelables.**

Début 2023, nous avons également révélé que la Belgique restait **une plaque tournante du gaz russe**. Malgré la guerre en Ukraine, des méthaniers continuent d'arriver au terminal de Zeebrugge, chargés de GNL (gaz liquéfié) en provenance de l'Arctique russe. Une partie de ce gaz est transbordée sur d'autres navires pour être acheminée vers d'autres marchés à l'intérieur et surtout à l'extérieur de l'Europe. Ces livraisons sont le résultat d'un contrat de plusieurs milliards signé en 2015 entre **Fluxys, le gestionnaire du réseau gazier belge** et Yamal LNG pour faire de Zeebrugge une plaque tournante du GNL russe.



Cette situation devient très embarrassante. Fin novembre, l'Ukraine a placé Fluxys sur la liste des sponsors de guerre internationaux. Ce blâme international n'affecte pas seulement Fluxys, mais aussi directement nos gouvernements. De nombreuses communes belges sont en effet actionnaires de l'entreprise. Votre commune en fait peut-être partie. *«Fluxys a pu augmenter son dividende par action de 7 centimes grâce à ces activités dans le GNL. Ces 7 centimes valent-ils la peine de financer les crimes de guerre russes et d'alimenter la crise climatique ?»*, déclarait notre chargé de campagne Mathieu Soete. **Greenpeace demande à la Belgique d'interdire le transbordement de GNL russe dans ses ports**, comme l'ont déjà fait les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

La cellule d'investigation internationale de Greenpeace a également révélé le rôle joué par Fluxys dans le développement spectaculaire du commerce du GNL américain en Europe. Pour s'y opposer, Greenpeace Belgique a **occupé le terminal gazier de Fluxys à Zeebrugge en avril**, en demandant à Fluxys et à nos gouvernements de stopper tout nouveau projet gazier et d'organiser



une sortie définitive du gaz d'ici à 2035. Lors de cette action non-violente, quatorze activistes ont été arrêtés et détenus pendant 48 heures. Ces citoyen·nes ont ensuite été poursuivies et déclarées coupable par le tribunal de Bruges, qui n'a heureusement prononcé aucune peine. Cette condamnation s'inscrit dans une tendance inquiétante de criminalisation de l'activisme.

Notre nouveau classement des fournisseurs d'électricité confirme cette tendance chez les géants de l'énergie à rester englués dans le gaz fossile. Si Engie et Luminus, par exemple, investissent

de plus en plus dans les énergies renouvelables, ces deux fournisseurs d'énergie misent cependant toujours sur de nouvelles centrales aux gaz. Comme toujours, les coopératives occupent la tête de notre classement. Grâce à leur production basée uniquement sur l'énergie solaire et éolienne, elles résistent aussi mieux aux fortes hausses de prix. **Ecopower, Wase Wind et Cociter restent donc le meilleur choix.** Peut-être pour vous aussi ? <https://monelectriciteverte.be/>

# NATURE



## L'espoir d'une nature restaurée

Un million d'espèces végétales et animales sont aujourd'hui menacées d'extinction dans le monde. La nature disparaît à un rythme effréné. L'année 2023 devait donc être celle d'une **loi européenne de restauration de la nature.**

La proposition ambitieuse de la Commission visant à enrayer le déclin de la nature européenne a pourtant bien failli être noyée, au terme d'un débat pollué par les *fake news* et une polarisation stérile. C'est d'autant plus alarmant qu'une loi ambitieuse et forte destinée à restaurer la nature peut nous protéger des effets de la crise climatique et profiter à la société dans son ensemble.

Greenpeace a fait campagne sans relâche à ce sujet, multipliant les actions pour mettre la pression sur notre Premier ministre Alexander De Croo. Et notre ONG ne se battait pas seule ! Au total, 1,2 million de citoyen·nes européen·nes, dont plus de 33 500 Belges, plus de 6 000



© Dominik Werner / Greenpeace

scientifiques, plus de 100 entreprises et plus de 200 ONG à travers l'Europe ont appelé à une telle loi. Le vote final aura lieu au début de l'année 2024.

Ce n'est pas trop tôt. Dans notre pays, presque tous les espaces naturels sont en mauvais état. Il n'est donc pas surprenant que **Greenpeace se batte au niveau local** pour défendre chaque parcelle de nature qui nous reste. En novembre, par exemple, des activistes se sont interposés pour essayer d'empêcher l'abattage des arbres du Kolmen Park à Tessengerlo. Malgré des protestations massives, le conseil des échevins a donné son feu vert à un vaste projet de lotissement, causant la destruction de 5,5 hectares de nature urbaine. La commune n'a pas attendu la décision du Conseil pour les litiges relatifs aux permis et a maintenant complètement rasé cette zone naturelle. Un triste épilogue, révélateur de la façon dont certaines autorités locales gèrent leurs espaces verts.



© Max Zdziński / Greenpeace

En collaboration avec BOS+, Greenpeace a également publié un important **rapport sur l'évolution des forêts en Flandre**. Un constat alarmant en ressort : la Flandre perd chaque jour l'équivalent d'un terrain de football de forêt, soit près de 300 hectares par an.

Nous avons heureusement aussi de bonnes nouvelles. Le Conseil d'Etat a ainsi annulé le plan d'aménagement du territoire qui devait permettre de déboiser jusqu'à 100 hectares de forêt précieuse pour l'extraction de sable à Kaulille dans le Limbourg. Cela a permis d'empêcher ce qu'on pouvait qualifier de *«plus grand déboisement flamand du siècle»* ! **Greenpeace demande aux autorités flamandes un moratoire sur la destruction des forêts les plus précieuses.**

A Harchies dans le Hainaut, une forêt ancienne de 17 hectares a été sauvée. La forêt d'Imbrechies devait céder la place à la construction d'une zone industrielle, mais c'était sans compter sur la mobilisation d'un groupe citoyen, soutenu par Greenpeace. Ensemble, nous avons pu convaincre le parlement wallon de l'importance de cette nature. Une victoire inspirante !

# Océans



## Victoire historique pour les océans

Après des années de négociations, les responsables politiques du monde entier ont signé un **traité mondial pour protéger la haute mer**. Ce traité permettra de préserver près d'un tiers des océans, via des aires marines protégées.

© Pierre Baelen / Greenpeace



© Andrew McConnell / Greenpeace

«C'est un jour historique et un signe que dans un monde divisé, la protection de l'environnement et des humains peut l'emporter sur la géopolitique», s'est réjouie Laura Meller, notre chargée de campagne internationale. «Grâce à ce traité, nous pourrions mieux freiner le réchauffement climatique et garantir les moyens de subsistance de milliards de personnes».

Après des années de surpêche, de pollution et de destruction, le monde accepte de **préserver 30 % des océans grâce à un réseau d'aires marines protégées**. Quand les mers sont laissées à leur libre évolution, la vie peut rapidement reprendre ses droits.

**Greenpeace fait campagne depuis des années** pour la protection de la vie marine et pour un traité solide sur les océans. Plus de 5,5 millions de personnes dans le monde ont signé notre pétition en faveur d'un tel traité. Il appartient désormais aux pays de ratifier l'accord le plus rapidement possible et de créer des aires marines protégées.



© Stephanie Keith / Greenpeace

# ALIMENTATION



## Notre système alimentaire doit évoluer

Manger à sa faim, c'est parfois un combat. Dans notre pays, quelque **600 000 personnes** frappent à la porte de l'aide alimentaire.



De l'autre côté de la chaîne, **les agriculteur·rices** qui cultivent dans le respect de l'environnement, de la biodiversité et de notre santé **ont de plus en plus de mal à s'en sortir**. Le système alimentaire actuel les sous-paie.

Avec notre action «Panier fermier solidaire», Greenpeace a collecté des dons pour acheter, par le biais des GASAP (Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne), de bons produits de saison et issus de l'agroécologie pour ensuite les offrir à une banque alimentaire. Cette action ponctuelle a permis d'**aider 579 familles en situation de vulnérabilité**. L'objectif était triple : soutenir les producteur·rices en achetant leur produits, soutenir les personnes dans le besoin et surtout mettre en avant la nécessité de faire évoluer notre système alimentaire.

En effet, notre système alimentaire doit changer pour que chacun puisse avoir **accès à une alimentation durable et de qualité**. Avec la «**sécurité sociale de l'alimentation**», chaque personne disposerait d'un budget d'environ 150 euros par mois pour acheter des aliments sains auprès de producteur·rices reconnu·es et durables, qui seraient rémunéré·es correctement. Grâce à des cotisations salariales et patronales et, par exemple, à une taxe sur les profits des multinationales de l'agro-alimentaire, nous pourrions ainsi rendre l'alimentation saine et durable accessible à tout le monde, tout en soutenant une production respectueuse de notre santé, de l'environnement et des agriculteur·rices.



© Tim Aubry / Greenpeace



© Pram / Greenpeace



# POUR UN MONDE CLIMATIQUEMENT JUSTE

**Vous l'aurez peut-être remarqué, Greenpeace ne se focalise plus uniquement sur les problèmes environnementaux. En tant qu'organisation internationale, nous essayons de prendre du recul et d'examiner l'ensemble des causes et des liens des différentes crises.**



© Jillson Tiu / Greenpeace



© Tiiane Fernandes Tiu / Greenpeace



© Spyridon Mostratos / Greenpeace

La croyance en une croissance économique illimitée et en la disponibilité infinie des ressources naturelles a fait beaucoup de mal, aux humains comme à la planète. Il apparaît de plus en plus clairement que ce système, avec le profit comme seul gouvernail, ne détruit pas seulement la planète, mais exploite également les êtres humains.

Certains pays et certaines entreprises épuisent littéralement les ressources de la terre. Ce pillage se fait principalement au dépend des personnes du Sud et des groupes minoritaires dans les pays industrialisés riches, tels que la communauté LGBTQIA2S+ ou les personnes victimes de racisme. Les groupes les **plus touchés par les crises** environnementales et climatiques sont paradoxalement ceux qui ont le moins contribué au problème.

Cette nouvelle manière de penser notre avenir n'en est qu'à ses débuts. Nous la concrétisons en nous engageant dans différentes luttes qui sont inextricablement liées : luttes environnementales, sociales, antiracistes, lutte contre les violences de genre, ...

Les **notions de justice, d'inclusion et de diversité** sont plus que de simples mots pour nous. Ce sont des principes directeurs qui nous guident vers un monde plus vert, plus juste et plus sûr. Pour toutes et tous.



© Tengshh Kamara / Greenpeace

# VOUS AVEZ AUSSI UN IMPACT!

## Faites un don

Vous voulez que l'impact de Greenpeace soit encore plus grand ? Alors faites un don sur notre compte **BE 03 0011 3807 0684**.

## Ajouter Greenpeace dans votre testament

Vous aimeriez poursuivre vos idéaux écologiques lorsque vous ne serez plus de ce monde ? C'est possible ! Donnez un sens à votre héritage et ajoutez Greenpeace à votre testament. Cela nous permettra d'agir plus efficacement et plus longtemps en faveur d'une planète durable. Pour davantage d'informations, contactez **Ruth De Bruycker** au +32 2 274 19 44 ou via [legs.gbp@greenpeace.org](mailto:legs.gbp@greenpeace.org), et demandez sans engagement notre brochure gratuite.

## Participez à nos actions en ligne pour un monde meilleur

Rejoignez notre communauté en ligne, partagez nos publications et tenez-vous au courant des dernières actualités de nos campagnes.

-  Greenpeace Belgium
-  @greenpeace\_be
-  @greenpeace\_be
-  Greenpeace Belgium
-  Greenpeace Belgium
-  greenpeace\_be
-  greenpeacebe

Greenpeace Belgique asbl | rue Claessens 49 | 1020 Bruxelles | T (02) 274 02 00  
contact.be@greenpeace.org | [www.greenpeace.be](http://www.greenpeace.be) | Iban BE03 0011 3807 0684 | Bic GEBABEBB